



Plateforme des acteurs de l'eau
et de l'assainissement au Liban



Les services d'eau et d'assainissement au Liban



Compte rendu de l'atelier

Le mercredi 4 avril 2018
A l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
14 rue Jonas SALK à Lyon



OBJECTIFS

A travers des illustrations concrètes de problématiques rencontrées par des Municipalités libanaises, des organismes de coopération et des ONG cette rencontre avait pour objectifs de:

- Faire un état des lieux des services d'eau et d'assainissement au Liban ;
- Avoir une meilleure connaissance du contexte institutionnel du secteur de l'eau et de l'assainissement au Liban ;
- Améliorer la compréhension des problématiques auxquelles sont confrontés les acteurs libanais ;
- Connaître les solutions actuellement mises en œuvre au Liban, les conditions de leur implantations, leurs avantages et limites.

PROGRAMME DE L'ATELIER

11h00 - Accueil et introduction de l'atelier

M. Rémi Touron, Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse

11h15 - Présentation de la plateforme d'informations et d'échanges

Mme Claire Papin-Stammose, animatrice plateforme LEWAP au Liban

11h30 – Le suivi de la qualité des eaux et les solutions mises en oeuvre

M. Fadi Doumit, Responsable service Ressources en Eau à l'Office National du Litani

12h00 - Les enjeux d'assainissement au sein de la Municipalité de Boudaï

M. Mohamad Chamas, Maire de Boudaï

Mme Rola Afyouni, Chargée mission ingénierie financière Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault (CCVH)

M. Jérôme Dubost, Directeur de l'eau et l'environnement CCVH

14h00 - L'assainissement dans le Caza de Bcharreh

M. Alain Tidière, Directeur Association Corail

M. Pascal Molle, Chercheur assainissement naturel IRSTEA

14h40 - Au fil de l'eau: gestion durable de la ressource en eau comme support de développement local

Mme Catherine Luciani, Directrice du Pôle Aménagement Durable Département Aude

M. Ghassan Tayoun, Maire Adjoint de la municipalité de Zgharta-Ehden

M. Gaëtan Deffontaines, Directeur Commercial BRL-Exploitation

15h20 - Promouvoir la coordination pour une gestion durable de la ressource à Zahlé

Mme Joëlle Puig, Géographe Consultante, Chef de projet CPIE APIEU

15h50 – Synthèse des réflexions et points clefs à retenir des échanges

M. Vincent Dussaux, Directeur des Programmes au pS-Eau

LISTE DES PARTICIPANTS

ACCUEIL ET INTRODUCTION DE L'ATELIER

M. Rémi Touron, Chargé de mission programme et coopération internationale, AERMC

En 2005, la loi Oudin-Santini autorise les collectivités et Agences de l'eau de mobiliser jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement pour des actions de coopération internationale. Pour l'AERMC, cela représente un potentiel de 5 Millions d'euros/ an pour l'international. En 2016, l'Agence a mobilisé 4,5 Millions d'euros en 2016 à l'international.

Son action à l'internationale se décline en 2 grands types :

- L'appui institutionnel de l'Agence (principalement pour pays du bassin Méditerranéen) ;
- L'appui à des projets de coopération portés par des collectivités (coopération décentralisée) ou associations de son bassin.

L'AERMC apporte son appui à des projets mis en œuvre au Liban comme la plateforme LEWAP initiée par le pS-Eau. L'Agence renouvelle ainsi son attachement à l'animation d'espaces d'échanges afin de créer des synergies entre acteurs et améliorer les pratiques.

PLATEFORME D'INFORMATIONS ET D'ÉCHANGES LEWAP

Mme Claire Papin-Stammose, animatrice plateforme LEWAP au Liban

Depuis 2013, le pS-Eau intervient dans le secteur de l'eau et de l'assainissement au Liban. Entre 2013 et 2016, le pS-Eau a appuyé le projet de coopération du SIAAP dans une démarche de capitalisation et d'animation d'un réseau d'échanges entre acteurs français et libanais.

Ces premières activités ont permis de recenser d'importants besoins en termes de mise à disposition d'informations et d'espaces d'échanges entre les acteurs du secteur. Ce constat a été affiné avec un diagnostic conduit auprès d'une pluralité d'acteurs afin de mieux comprendre les besoins.

Fort de son expérience dans l'animation de réseaux le pS-Eau a initié, à partir de 2017, une plateforme d'informations et d'échanges pour les acteurs de l'eau et de l'assainissement au Liban.

Disponible en anglais et français, la plateforme LEWAP est ouverte à l'ensemble des acteurs impliqués dans le secteur de l'eau libanais. Différentes activités sont mises en œuvre en France et au Liban :

- Réalisation d'une veille sur le secteur, les rencontres prévues, les projets en cours, les dernières publications et les financements disponibles ([page actualités](#) et [newsletter](#)) ;
- Animation d'espaces d'échanges au Liban et en France ;
- Organisation formations en partenariat avec des acteurs du secteur (CEWAS, IRSTEA...) ;
- Organisation de visites techniques au Liban et en France ;
- Accompagnement des projets de coopération décentralisée ;
- Analyse des besoins des acteurs libanais et mise en relation avec des partenaires français ;
- Mise à disposition de l'information par l'alimentation d'une base de données recensant les projets ([37](#)), les organismes ([309](#)), les acteurs ([358](#)) et les documents ([148](#)) du secteur ;
- Publication d'outils de vulgarisation et de synthèse ([fiche pays](#)).

N'hésitez pas à nous informer de vos activités/publications que nous puissions les diffuser auprès du réseau !

LES MANDATS ET PROJETS DE L'OFFICE NATIONAL DU LITANI

M. Fadi Doumit, Responsable service Ressources en Eau à l'Office National du Litani

Cette présentation revient sur :

- Les caractéristiques hydrogéologiques du Litani et de son territoire d'écoulement ;
- La création historique en 1954 de l'Office National du Litani ;
- Les missions actuelles de le l'Office du Litani (irrigation, production hydro-électrique, suivi du niveau et la qualité de la ressource, traitement des eaux usées) ;
- L'évolution des mandats de l'Office du Litani et les réformes prévues;
- Les projets réalisés (barrage du lac de Qaraoun, canal 800, lagunage) ;
- Les projets en cours et à venir (pilote de télémétrie avec un FASEP, traitement de la qualité de l'eau du lac Qaraoun avec la coopération hollandaise).

[Voir le support de présentation](#)

LES ENJEUX D'ASSAINISSEMENT AU SEIN DE LA MUNICIPALITE DE BOUDAÏ

M. Mohamad Chamas, Maire de Boudaï

Les principaux éléments qui ressortent de cette présentation :

- Territoire stratégique car source du Litani ;
- Absence de traitement des eaux usées et infiltration des eaux dans la nappe souterraine ;
- Pollution de l'environnement et problématiques sanitaires pour la population ;
- Besoin d'un appui technique de la Municipalité de Boudaï.

[Voir le support de présentation](#)

M. Jérôme Dubost, Directeur de l'eau et l'environnement Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault (CCVH)

Tout comme Boudaï, le territoire de la CCVH se caractérise par un climat Méditerranéen. La CCVH compte 36000 habitants répartis au sein de 28 communes.

Depuis ce 1er janvier 2018, la communauté de communes Vallée de l'Hérault a pris la responsabilité du service de l'eau et de l'assainissement par transfert de compétences des 28 communes. Elle a ainsi anticipé la loi NOTRE qui prévoit le transfert des compétences eau et assainissement des communes aux intercommunalités.

Ce transfert des compétences s'est accompagné d'une réflexion sur la gouvernance des services d'eau et d'assainissement. Une régie intercommunale a été créée avec un conseil d'exploitation composé des maires. Ce conseil participe à la définition de statuts de la régie, au règlement du service et à la fixation d'un prix de l'eau unique sur le territoire.

Le territoire compte trois sources d'eau qui sont toutefois vulnérables et qu'il faut sécuriser. Un des captages prioritaire souffre d'une pollution imputable à l'activité agricole. Le territoire compte 29 Station d'Épuration des eaux usées (STEP). Les processus épuratoire sont très divers. D'importants investissements sont à consentir afin de renouveler un patrimoine qui est dégradé.

Pourquoi s'engager ?

- Une opportunité avec la mise en relation avec la Municipalité de Boudaï par le pS-Eau ;
- Une similitude entre les deux collectivités ;
- Un apprentissage mutuel et une prise de recul sur les problématiques de nos territoires ;
- La mobilisation et la valorisation de l'expertise d'une entreprise locale.

La coopération décentralisée correspond à un engagement historique de la CCVH qui mène actuellement des projets en Chine, au Maroc et au Liban. Cet engagement permet de mobiliser l'ingénierie de la collectivité pour un développement bénéfique à tous. La CCVH intervient au Liban depuis 2011 avec la mise en place de stratégie touristique (Byblos) et de développement local (Fédération de municipalités du Haut Jord Bhamdoun).

Le projet avec la municipalité de Boudaï porte sur les services d'eau et d'assainissement. La réalisation d'un diagnostic va permettre d'établir des actions concrètes à mener. Une concertation sera mise en œuvre entre les usagers, les agriculteurs, la municipalité, l'Établissement des Eaux, l'Office National du Litani et le Ministère de l'Énergie et de l'Eau.

Ce projet cherchera à mobiliser et renforcer l'expertise locale en associant un bureau d'études libanais. Cette expertise pourra être appuyée par la mobilisation d'un bureau d'études du territoire de la CCVH. Une consultante libanaise, doctorante en gestion des eaux souterraines, assurera la coordination du projet.

Suite à cet atelier, des visites techniques d'une station de boues activées, de lagunage et de filtres plantés de roseaux seront organisées sur le territoire de la CCVH pour la délégation libanaise.

L'ASSAINISSEMENT DANS LE CAZA DE BCHARREH

M. Alain Tidière, Directeur Association Corail

Les problématiques majeures du secteur de l'assainissement :

- Absence de prise en compte des coûts d'exploitation ;
- Recoupement des compétences entre les acteurs institutionnels ;
- L'acquisition du foncier.

Les enseignements tirés :

- Nécessité de mettre en place une coordination entre les acteurs concernés ;
- Temps longs pour parvenir à la mise en place de schéma directeur d'assainissement ;
- Importance de la motivation des élus locaux ;
- Complémentarité entre projets coopération décentralisée et ceux mis en œuvre par l'AFD.

[Voir le support de présentation](#) _ [Fiche projet élaboration contrat rivière](#) _ [Fiche projet pilote FPR](#)

M. Pascal Molle, IRSTEA, Chercheur assainissement naturel

L'IRSTEA appuie l'AFD pour la mise en œuvre du SDA, comptant 15 filtres plantés de roseaux, par des activités de recherche et de transfert de compétences aux acteurs locaux. Constat que bien souvent les études préalables à la définition d'une solution de gestion de l'assainissement ne font pas de comparatif réel sur les coûts d'exploitation.

AU FIL DE L'EAU: GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE EN EAU COMME SUPPORT DE DEVELOPPEMENT LOCAL

M. Ghassan Tayoun, Maire Adjoint de Zgharta-Ehden

La Municipalité souhaite, en partenariat avec le département de l'Aude, mettre en place une gestion durable de la ressource en eau sur son territoire. Une gestion pérenne agira comme levier pour le développement local par la mise en valeur du patrimoine naturel, local et une irrigation durable.

Intérêt de mettre en avant une approche territoriale multisectorielle. La mise en œuvre de cette approche doit se faire en coordination avec l'ensemble des autorités compétentes. Les municipalités constituent un échelon pertinent pour porter cette approche car il y a au Liban une décentralisation de fait. Dans ce contexte, la coopération décentralisée est un atout précieux.

M. Gaëtan Deffontaines, Directeur Commercial BRL-Exploitation

Présentation du contexte :

- Caractéristiques démographiques et administratives du territoire ;
- Contexte hydrogéologique (2 bassins versant) ;
- Etat des lieux des services d'eau (absence de compteurs, faible taux de recouvrement de l'Etablissement des Eaux du Liban Nord, absence de maintenance des infrastructures, branchements sauvages, utilisation eau potable pour irrigation) ;
- Etat des lieux des services d'assainissement (coûts de fonctionnement des STEP, rejets dans le milieu naturel, pollution ressource en eau) ;

Enseignements :

- Prendre en compte les coûts d'exploitation des STEP ;
- Importance d'avoir une coordination avec un acteur en charge du pilotage ;
- Mener une réflexion à l'échelle de l'ensemble du territoire ;
- Nécessité de mettre en place des activités de sensibilisation.

Plan d'actions :

- Des activités à mettre en place rapidement (réhabilitation de deux captages, mise en place de comptage et protection physique des ouvrages) ;
- Elaborer une stratégie de gestion sur le long terme (SDA pour améliorer qualité de la ressource et garantir une gestion durable services).

[Voir le support de présentation](#)

Mme Catherine Luciani, Directrice du Pôle Aménagement Durable Département Aude

Pourquoi le Département de l'Aude s'est engagé ?

- Partager notre expertise sur la valorisation du patrimoine avec le développement de l'économie du Département autour de la marque de territoire « pays Cathare » ;
- Un patrimoine hydraulique riche et des infrastructures innovantes (Canal du Midi...) ;
- Un développement territorial lié à l'eau et un schéma hydraulique permettant de mobiliser les ressources en eau Pyrénées/Massif Central ;
- Contraintes similaires face au changement climatique et risques inondation et sécheresses ;
- Expertise disponible avec la gestion des ressources au niveau du département (EPCI loi NOTRe) ;
- Une fierté, pour l'un des départements les plus pauvres de France, d'exporter son savoir-faire, valoriser son expertise sur des problématiques communes !

PROMOUVOIR LA COORDINATION POUR UNE GESTION DURABLE DE LA RESSOURCE A ZAHLE

Mme Joëlle Puig, Géographe Consultante, Chef de projet CPIE APIEU

Le constat :

- Cadre institutionnel se caractérisant par un enchevêtrement des compétences;
- Déficit de légitimité des Etablissements des Eaux ;
- Relations potentiellement conflictuelles entre Etablissements des Eaux et Municipalités ;
- Absence de document de planification ou manque de fiabilité (Master Plan) ;
- Faible partage de l'information ;
- Fragmentation sectorielle et spatiale du secteur et donc vision parcellaire.

Les activités proposées dans le cadre du projet :

- Mise en place de coordinations bilatérales entre acteurs ;
- Plateforme collaborative pour établir une base de données commune sur la dégradation des ressources.

[Voir le support de présentation](#)

SYNTHESE DES REFLEXIONS ET POINTS CLEFS A RETENIR DES ECHANGES

- Le cadre institutionnel du secteur de l'eau et de l'assainissement au Liban se caractérise par une pluralité d'acteurs dont les compétences et les territoires d'intervention se recoupent. L'absence d'une répartition claire des compétences constitue un frein à la bonne mise en œuvre des projets. La création d'instances de coordination apparaît comme un pré-requis nécessaire à la réussite des projets.
- Il n'existe pas de stratégie concertée entre les différents acteurs pour parvenir à une gestion durable de la ressource en eau. Ce défaut de vision stratégique conduit à la mise en place d'initiatives ponctuelles et isolées. La multiplicité de ces initiatives complexifie la compréhension du secteur, des besoins et acteurs en présence.
- L'accès à l'information est parcellaire du fait d'une collecte et d'un suivi des données insuffisants. Ces données sont collectées par la pluralité d'acteurs intervenant dans le secteur et il n'existe pas de plateforme de partage des données.
- Les institutions libanaises souffrent un déficit de légitimité, elles ne jouissent pas d'un réel pouvoir de coercition. Il est donc nécessaire de s'appuyer sur des outils de sensibilisation afin d'améliorer les pratiques de tous.
- Il faut promouvoir une approche territoriale et dépasser les démarches sectorielles. Cette approche doit permettre un développement local où l'ensemble des acteurs sont associés.
- Au Liban, les citoyens se tournent en premier lieu vers la municipalité. Dans ce contexte, la coopération décentralisée apparaît comme un outil d'appui essentiel permettant le partage d'expérience et de savoir-faire. Parce qu'elle s'inscrit sur des temps longs, la coopération décentralisée favorise l'instauration d'une confiance entre les partenaires et acteurs des projets. En France, elle participe au rayonnement de nos territoires par la mobilisation de l'expertise des collectivités et des acteurs locaux.
- La France et le Liban connaissent des problématiques similaires sur leurs territoires en termes de climat, de disponibilité de la ressource en eau, de défis face au changement climatique. Il existe un intérêt commun pour échanger sur les pratiques, mutualiser les outils et partager les enseignements.
- La coopération décentralisée entre collectivités locales libanaises et françaises constitue dans ce contexte une vraie opportunité de concrétiser ces échanges.

Vidéo conclusion Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : [Ça chauffe, partageons l'eau !](#)

LISTE DES PARTICIPANTS

Nom du participant	Organisme	Fonction	Contacts e-mail / téléphone
LESAGE Geoffroy	Université de Montpellier / Institut Européen des Membranes	Enseignant chercheur	geoffroy.lesage@umontpellier.fr
ZAVISKA François	Université de Montpellier / Institut Européen des Membranes	Enseignant chercheur	francois.zaviska@umontpellier.fr
ALLES Christèle	Université de Nantes	Géographe	christele.alles@univ-nantes.fr
PUIG Joëlle	APIEU CPIE	Géographe Consultante / Chef de projet CPIE APIEU	joellepuig@free.fr
CHAMAS Mohamed	Commune de Boudaï Allak	Maire	+961 3 839 984
DUBOST Jérôme	Communauté de Communes Vallée de l'Hérault	Directeur de l'eau et l'environnement	Jerome.DUBOST@cc-vallee-herault.fr
AFYOUNI Rola	Communauté de Communes Vallée de l'Hérault	Chargée de mission ingénierie financière	Rola.afyouni@cc-valle-herault.fr
COSTE Michel	Pure environnement	Directeur	m.coste@pure-environnement.com
TAYOUN Ghassan	Commune de Zgharta-Ehden	Maire Adjoint	ghtayoun@gmail.com +961 76 111 520
LUCIANI Catherine	Conseil Département de l'Aude	Directrice Pôle Aménagement Durable / Direction du Développement de l'Environnement et des Territoires	catherine.luciani@aude.fr
DEFFONTAINES Gaëtan	BRL Exploitation	Directeur commercial	Gaetan.Deffontaines@brl.fr
TOURLONNIAS Béatrice	pS-Eau	Réseaux Niger/ Burkina Faso	tourlonnias@pseau.org
TATAY Aurélien	AgroParisTech	Etudiant Master 2	Aurélien.tatay@gmail.com
DOUMIT Fadi	Office National du Litani	Directeur Service de la Surveillance de l'eau	fadoumit@gmail.com +961 3 447 939
TOURON Remi	Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse	Chargé de mission programme et coopération internationale	remi.touron@eaumc.fr +336 65 67 12 85
CLEMENT Fabien	Ecobird	Directeur général	f.clement@ecobird.fr
MOLLE Pascal	IRSTEA	Chercheur assainissement des petites et moyennes collectivités	pascal.molle@irstea.fr
MOUTON Philippe	pS-Eau	Responsable de l'antenne Lyon-Méditerranée / réseau Bénin	mouton@pseau.org
DUSSAUX Vincent	pS-Eau	Responsable des programmes/ Réseau Liban – Madagascar	Dussaux@pseau.org
TIDIÈRE Alain	Corail	Directeur	a.tidiere@corail-developpement.org
PAPIN-STAMMOSE Claire	pS-Eau	Animatrice réseau Liban	Papin-stammose@pseau.org